



Strasbourg, le 26/11/2021

Nous apprenons ce jour qu'un collègue de la division des examens et concours a fait l'objet d'une convocation pour un entretien suite à des « signalements » émanant de sa hiérarchie. S'il ne s'agit pour l'instant que « d'apporter des explications » relatives à ceux-ci, cette initiative est pour le moins inquiétante. Elle l'est d'autant plus pour le collègue concerné que celui-ci n'avait pas connaissance de l'existence de tels signalements et encore moins de leurs teneurs. Nous regrettons l'absence de discussion de la hiérarchie directe du collègue qui se tourne, sans concertation préalable vers un niveau supérieur.

Nous ne pouvons donc que constater qu'il s'agit de cibler un collègue qui se mobilise régulièrement pour faire valoir ses droits ainsi que pour l'amélioration des conditions de travail au sein de son service. Pour nos organisations syndicales cette procédure s'apparente à une tentative d'intimidation.

De nombreuses et nombreux collègues expriment régulièrement leur souffrance au travail au travers des différentes instances institutionnelles (médecine de prévention, RH de proximité, CHSCT...). A l'occasion d'une réunion récente avec madame la rectrice et madame la secrétaire générale, les personnels de la DEC ont ainsi demandé des moyens supplémentaires afin de pouvoir remplir leurs missions de service public.

Malgré cela, la direction du rectorat reste invariablement dans le déni en acceptant de gérer la pénurie de moyens. Pire, elle félicite les personnels de remplir si bien leurs missions avec si peu, admettant explicitement qu'elle continuera à mettre en danger leur santé.

Pour cette année 2021-2022, qui s'annonce d'ores et déjà extrêmement difficile, la direction fait donc le choix d'encadrer strictement le « dialogue social » et de museler toute forme de contestation.

Nos organisations syndicales resteront attentives aux éventuelles suites de cet entretien et mettront à disposition des personnels tous les outils nécessaires à leur défense, notamment contre toute forme de pression de la part de leur hiérarchie. Nous rappelons à tous les personnels leur droit à se faire accompagner en cas de convocation à un entretien disciplinaire (que cela expressément mentionnée ou non).